

BREF HISTORIQUE DU MOUVEMENT DE LA CLASSE PROLETARIENNE DANS L'AIRE EURO NORD-AMERICAINE DES ORIGINES A NOS JOURS

[REVOLUTION COMMUNISTE - THESES DE TRAVAIL]

Les premières parties de ce travail ont été publiées dans les numéros 16, 18, 20 et 23 de Communisme ou Civilisation.

4. DE LA COMMUNE A LA FONDATION DE LA SECONDE INTERNATIONALE (1871-1889.

A compter de ce numéro, nous abordons un nouveau cycle de l'histoire du mouvement prolétarien. Nous aurons donc à examiner des tactiques spécifiques et à étudier comment les communistes ont envisagé à un moment donné le nouveau cours créé par de nouvelles conditions historiques, toujours dans le droit fil des principes définis dès l'émergence du programme communiste.

Après 1871 pour ce qui concerne l'Europe, le cycle bourgeois est intégralement achevé. Cela signifie que la révolution prolétarienne ne peut plus surgir à la suite d'une révolution bourgeoise comme cela a eu lieu en 1795 (conjuraison des égaux), ou en 1848. Désormais le mode de production capitaliste est fermement installé sur le continent européen et en Amérique du Nord, même si la forme politique qui lui est théoriquement la plus adéquate (la république démocratique bourgeoise) est loin d'être partout pleinement instaurée.

La révolution prolétarienne ne pourra donc plus se glisser dans la brèche des rapports sociaux ouverte par la révolution bourgeoise - ou par un changement important de régime - il faudra qu'elle saisisse et qu'elle crée elle-même les conditions de son émergence, et ceci face à un pouvoir capitaliste qui a appris, dans la lutte, à connaître la puissance de son ennemi de classe, le prolétariat.

C'est pourquoi, une fois passée l'expérience de la Première Internationale, qui a enseigné au prolétariat la nécessité du parti et de l'action politique, et à la suite de la contre-révolution inaugurée par la défaite de la Commune de Paris - 1871-, le mot d'ordre donné par les communistes est que, dès que la situation sera

de nouveau propice, le mouvement devra d'abord passer par la constitution dans chaque pays de partis ouvriers fondés sur le programme communiste.

La période que nous étudierons ici, au cours des prochains numéros, est riche d'enseignements de toutes sortes. Après la mort de la Première Internationale, Engels soulignait qu'il était inutile de vouloir en recréer une autre à toute force et qu'il fallait d'abord constituer de puissants partis ouvriers nationaux, dont l'union à l'échelle internationale se ferait ensuite tout naturellement étant donné le mûrissement des conditions matérielles de la lutte prolétarienne.

"Les noms de tous ceux qui forment l'avant-garde militante d'un pays sont connus de tous les autres, et un manifeste dans lequel tous seraient représentés et que tous signeraient ferait une impression colossale, toute différente de celle que fit celui où figuraient les noms, pour la plupart inconnus, de l'ancien Conseil Général. Mais précisément pour toutes ces raisons, il faut ne pas galvauder une telle manifestation tant qu'elle ne peut avoir un effet percutant, autrement dit tant que des événements européens ne la provoqueront pas. Sinon, on gâche l'effet pour l'avenir et on ne donne qu'un coup d'épée dans l'eau.

Or, de tels événements se préparent en Russie, où l'avant-garde de la révolution trouvera à frapper un grand coup. Cela et son contre-coup inévitable en Allemagne, il faut savoir l'attendre, et - à notre avis - le moment sera venu alors aussi pour une grande manifestation et la reconstitution d'une Internationale formelle, officielle, qui justement ne saurait plus être une simple société de propagande, mais un parti pour l'action. C'est pourquoi nous sommes décidément de l'avis qu'il ne faut pas affaiblir un organe de lutte aussi remarquable, en en usant (et en abusant) à une époque encore relativement tranquille, mais à la veille de la révolution."
(Engels à John Philip Becker 10 Février 1882)

Nous étudierons ici dans quelle mesure, jusqu'à la fondation de la Seconde Internationale (1889) le prolétariat des différents grands pays européens et d'Amérique du Nord en fut capable.

En même temps cette phase coïncide avec une relative stabilisation des rapports sociaux capitalistes, phase que Lénine qualifia plus tard de "développement pacifique" - en gros jusqu'à 1914 - et qui posa au prolétariat un certain nombre de problèmes. Entre autres l'apparition d'un opportunisme qui allait jusqu'à remettre en cause la théorie elle-même : le révisionnisme.

Cette phase de l'exposition démarre par un texte sur l'Allemagne (de 1864 au congrès d'Erfurt 1891), l'Allemagne étant le lieu où se réalisa le plus purement la ligne définie en 1872 par le parti communiste et en même temps celui où se développa au maximum l'offensive capitaliste contre le prolétariat à travers le révisionnisme. Comme toujours, sur le plan négatif comme sur le plan positif,

c'est l'Allemagne qui se révélait le pays "théoricien" pour le prolétariat, mais le contenu opportuniste pratique du révisionnisme se retrouve dans tous les pays (cf. CouC N° 8).

Ce qu'il importe de préciser dans cette courte introduction et qui sera développé par l'exemple dans les textes qui vont suivre, c'est le sens précis de la formule des "partis ouvriers dans chaque pays" mis à l'ordre du jour après 1871, afin qu'il n'y ait pas de confusion possible. Il ne s'agit pas, notamment, d'un "recul" ou d'une "remise en cause" de l'internationalisme qui avait présidé à la constitution de l'AIT et, dès avant, de la Ligue des Communistes. Il s'agit de préparer le prolétariat de chaque pays à entamer le combat contre sa propre bourgeoisie et à fortifier ses propres positions à l'intérieur de la société bourgeoise pour abattre celle-ci. Ce qui compte c'est que, désormais, le prolétariat ne peut compter sur aucun mouvement de bouleversement de la société qui lui ouvrirait les brèches nécessaires à son intervention. Il ne peut s'allier avec aucune fraction de la bourgeoisie dans la lutte contre une autre puissance (féodalisme); il lui faut développer son propre organe de lutte et s'approprier son propre programme. C'est pourquoi il lui faut avant tout constituer partout des partis ouvriers et se battre pour qu'ils adoptent comme programme le programme communiste. Ces partis doivent profiter des conditions offertes par la démocratie bourgeoise pour se livrer à un travail de préparation révolutionnaire afin d'engager le combat décisif dans les meilleures conditions possibles. Jusqu'à présent ce n'est jamais le prolétariat qui a choisi "le lieu et l'heure". Il a toujours été entraîné dans la lutte à la suite d'un mouvement de la bourgeoisie.

Désormais le capital règne en maître absolu sur la société et le prolétariat n'a plus comme tâche que de l'abattre. Pour ce faire, il doit d'abord se rassembler, acquérir son autonomie, et donc créer un parti ouvrier. Ce processus accompli, cette autonomie une fois acquise, l'unité internationale ira de soi, puisqu'un même programme, le programme communiste constituera les différents partis locaux en un seul parti international, dont l'existence est nécessaire pour la victoire du prolétariat dans la révolution mondiale.

Dans ces conditions, le prolétariat doit préparer patiemment le terrain en :

- défendant l'expression de son programme contre toutes les falsifications ou mauvaises interprétations dont il peut être l'objet.
- renforçant son organisation de classe, tant sur le plan économique (syndicats) que politique (parti ouvrier).
- élaborant une tactique claire qui utilise au maximum les possibilités de la démocratie bourgeoise tout en préparant clairement l'affrontement violent qui seul pourra permettre le passage de la société bourgeoise au communisme.

Le parti communiste invitait le prolétariat de tous les pays à suivre ce mode de conduite et, Marx une fois mort, c'est l'infatigable Engels qui, à travers polémiques et correspondances fustigeait les penchants des uns et des autres au démocratisme, au

chauvinisme, au pacifisme, au légalisme etc. Pour Engels, l'aboutissement de ce processus devait d'ores et déjà fournir au prolétariat un parti communiste international, autrement dit, les partis ouvriers, en s'affermissant, devaient inévitablement revêtir la forme du parti communiste.

La tâche était d'autant plus difficile qu'on se trouvait dans une phase où le rapport de forces était globalement défavorable au prolétariat. Comme on le verra dans le texte qui suit, l'Allemagne faisait exception, avec l'existence ininterrompue d'un parti ouvrier depuis 1863, ce pour quoi elle devint leader dans le mouvement ouvrier international. Pour tous les autres pays (France, Angleterre, Italie, Etats-Unis etc.) ce n'est que vers 1880 que se créent des embryons de parti, mouvement qui aboutira, à la fin de la décennie, à la création de la Seconde Internationale (1889). Toutefois Engels estimait que la fondation de cette dernière était prématurée, et qu'aucun cours révolutionnaire conséquent n'était ouvert. Il prônait le rassemblement et le renforcement des énergies sur la base de l'approfondissement politique du programme communiste, avant d'engager quelque mouvement que ce soit.

Nous prendrons soin de réétudier, en conclusion de ce travail, la question de l'alternance des cycles de révolution/contre-révolution. Si la période 1880-1914 voit le renforcement du prolétariat, en même temps l'extraordinaire expansion du capital qui a eu lieu dans cette phase permet aussi de susciter une vague formidable d'opportunisme qui culmine dans le révisionnisme. C'est en partie pourquoi le mouvement prolétarien ne sera pas apte à faire face aux exigences de l'histoire lors de la véritable reprise révolutionnaire, dans les premières années du 20^e siècle.

La suite de ce travail sera consacrée à l'examen de l'émergence des partis ouvriers dans chaque pays (Allemagne, Grande-Bretagne, France, Europe du Sud, Etats-Unis), avant d'aborder la Seconde Internationale. Nous étudions ici l'Allemagne.

4.1. LA SOCIAL-DEMOCRATIE ALLEMANDE 1864-1889

4.1.1. Comme nous l'avons vu dans l'introduction générale à cette période du "Bref Historique" (1872-1889), après la défaite de la Commune et l'extinction de l'AIT en Europe, le mot d'ordre est à la constitution de partis ouvriers dans chaque pays.

Parmi ceux-ci la social-démocratie allemande fera, pendant des années, autorité. Marx et Engels y ont investi énormément d'espoirs. Des générations de révolutionnaires en ont fait, comme Lénine, leur modèle dans la constitution du parti de classe. Or le 4 Août 1914, après cinquante ans d'activité révolutionnaire la social-démocratie allemande, et avec elle toute la Seconde Internationale fait lamentablement faillite dans la trahison et la collaboration de classes, emportée par son chauvinisme et son reniement opportuniste des thèses révolutionnaires.

Cette question du devenir de la social-démocratie allemande : comment le parti le plus fort, le plus structuré, a-t-il aussi été celui qui s'est le plus compromis, cette question hante les révolutionnaires depuis bientôt trois quarts de siècle. C'est pourquoi il est important de reprendre l'histoire du parti en Allemagne, sans faux semblant, ni rhétorique anarchisante qui jetterait avec l'eau du bain le bébé de la social-démocratie réellement révolutionnaire d'où furent issus les bolchéviks, les gauches en Allemagne et en Italie etc.(1)

Une autre raison de s'arrêter sur la social-démocratie allemande est que cet épisode confirme et répète les leçons déjà inscrites dans les épisodes de 1848, de l'AIT, de la Commune etc. sur les thèmes du parti, du mouvement ouvrier etc. que nous avons déjà approfondis au cours de notre travail (cf. CouC N°16, 18, 20, 23). Cet épisode est notamment exemplaire en ce qui concerne l'attitude de Marx et Engels par rapport à la réalité du mouvement de classe et la dialectique parti formel/parti historique.

4.1.2. Dans le découpage chronologique que nous employons au cours de ce travail, ce chapitre consacré à la social-démocratie allemande occupe une place un peu à part, dans la mesure où l'histoire du mouvement ouvrier en Allemagne dans les années 1860 ne se calque pas exactement sur celle des autres pays du continent.

Notamment, la rupture contre-révolutionnaire subie par le prolétariat français après l'élan révolutionnaire de la Commune n'affecte pas le prolétariat allemand, et ce dernier connaît une phase d'essor continu à partir des années 1860. Autrement dit, si le mouvement en Allemagne est bien en phase avec celui des autres pays européens lors de la reprise révolutionnaire qui mène à la constitution de l'AIT en 1864, il ne subira pas comme eux le reflux à partir des années 1872. La croissance du parti se poursuivra en Allemagne de manière ininterrompue compte tenu des conditions particulières à ce pays.

Dans ce sens, à la suite de la défaite de la Commune, la contre-révolution n'a pas été aussi générale qu'en 1848. Si en France le prolétariat a été saigné avec encore plus de férocité qu'en 1848, ce phénomène ne s'est pas produit systématiquement dans tous les pays d'Europe comme cela avait été le cas 23 ans auparavant.

Engels, dans la préface de son ouvrage "La guerre des paysans en Allemagne" a repris en les confirmant les analyses faites en 1848. Il y explique que l'Allemagne, et en son sein le prolétariat, tirent avantage du retard paradoxal de ce pays. Pendant le dernier quart du XIX^e siècle, l'Allemagne est encore loin d'avoir achevé sa révolution politique bourgeoise tandis que par ailleurs l'industrie capitaliste connaît un développement formidable. La bourgeoisie abdique son pouvoir politique entre les mains du pouvoir bonapartiste de Bismarck et a ainsi le loisir de se consacrer toute entière au développement industriel et économique.

Ce faisant, elle concourt à donner naissance à de grandes masses

concentrées de prolétaires, qui ont sur leurs camarades européens, souligne Engels, deux avantages : le premier est d'appartenir au "peuple le plus théoricien de la terre", et le second d'arriver plus tard et donc de se hisser sur les épaules de ces géants que furent les plébéiens français, les chartistes anglais, les communards etc.

Cette analyse était déjà valable en 1848, elle n'a pu qu'être renforcée au fur et à mesure que le développement de la grande industrie concentrait de plus grandes masses de prolétaires.

En outre, en toute bonne dialectique historique, les époques de bouleversement accéléré des conditions de la vie matérielle, comme celles de la révolution industrielle, sont propices à l'émergence de la conscience révolutionnaire.

Pour cette raison, Engels pronostiquait ceci :

"Si les ouvriers allemands continuent ainsi d'aller de l'avant, je ne dis pas qu'ils prendront la tête du mouvement - il n'est pas dans l'intérêt de notre mouvement que les ouvriers d'une nation quelle qu'elle soit prennent la tête du mouvement - mais ils occuperont une place honorable sur le front de la bataille; et ils seront armés et prêts lorsque de lourdes épreuves inattendues ou de gigantesques événements exigeront d'eux beaucoup plus de courage, de décision et d'énergie."

4.1.3. C'est précisément cette force du prolétariat allemand, cette "forme athlétique" que Marx pronostiquait dès 1844, qui paralyse la bourgeoisie allemande dans son élan révolutionnaire. Nous nous sommes étendus sur le sujet à propos de la révolution avortée de 1848. Ce phénomène conduit, comme cela se passe pour la bourgeoisie française après la révolution de 1848, la bourgeoisie allemande à remettre ses intérêts politiques entre les mains du pouvoir d'Etat incarné par l'appareil militaro-bureaucratique dont le représentant était Bismarck. Ainsi l'intérêt du capital se trouve défendu malgré et parfois même contre les blocages institués par le manque d'envergure révolutionnaire de la bourgeoisie allemande. Cette "révolution bourgeoise par le haut" aura également une importance dans les rapports entretenus par l'Etat capitaliste avec le prolétariat.

4.1.4. Comme nous l'avons vu dans le numéro 20 de CouC, la défaite de la révolution de 1848 en Allemagne a laissé intact le problème numéro un de ce pays : la constitution d'un Etat bourgeois centralisé permettant le véritable essor du capitalisme et par voie de conséquence, pour nous communistes, le déroulement d'une véritable lutte de classes entre les deux principaux adversaires au sein de la société moderne : bourgeoisie et prolétariat. Cette unification n'aura finalement lieu qu'au travers de guerres nationales, contre l'Autriche en 1866, et surtout contre la France en 1870.

Il a malgré tout subsisté sur le sol allemand, pendant 15 ans, des associations ouvrières qui se situaient toujours sur la lignée des événements de 1848 et souhaitaient pouvoir en appliquer le programme démocratique. Ce qui impliquait en même temps la perpétuation de

l'alliance avec la bourgeoisie et la petite bourgeoisie, alors que celles-ci mêmes avaient démontré leur faiblesse et leur lâcheté en 1848/49. Ce maintien de l'alliance prolétariat/bourgeoisie radicale n'est pas sans rappeler ce qui se passe en Angleterre après l'effondrement du chartisme.

Or les conditions du développement de la lutte des classes impliquaient que le prolétariat développât une action autonome par rapport aux forces bourgeoises et petites-bourgeoises, même si la situation historique impliquait qu'il assumât lui-même encore une partie des tâches de la révolution bourgeoise. D'autant plus que le lancement par certains secteurs de la bourgeoisie (Schultze-Delitsch) d'associations ouvrières ne visaient rien moins qu'à intégrer le prolétariat à un projet réformiste bourgeois.

Dans ce sens, la création, le 18 Septembre 1863, par Ferdinand Lassalle, de "L'Association Générale des Ouvriers Allemands" (ADAV) témoigne de l'autonomie de la classe ouvrière allemande. A ce titre, Marx et Engels tout en jugeant Lassalle comme un aventurier, incapable d'intégrer la dialectique révolutionnaire, reconnurent, après la mort de celui-ci (1864) qu'il avait joué un rôle pratique éminent dans le réveil du prolétariat allemand.

"D'abord, en ce qui concerne l'Association de Lassalle, elle a été fondée durant une période de réaction. Après un sommeil de quinze ans, le mouvement ouvrier a été tiré de sa torpeur en Allemagne par Lassalle - et c'est là son mérite impérissable."

(Marx à J.B. Von Schweitzer 13.10.1868).

La constitution de l'ADAV témoigne de la poussée du prolétariat allemand vers son unification. L'association est, selon notre définition, le germe du "parti ouvrier", mais qui n'est pas encore "marxiste" (communiste). Pire, elle possède dès le départ un certain nombre de tares qu'elle léguera à la social-démocratie :

- apologie de l'Etat
- croyance en un aménagement possible de la situation du prolétariat sur la base des conditions de vie propres au capitalisme.
- loi d'airain des salaires
- négligence des facteurs de préparation révolutionnaire
- etc.

4.1.5. Dès les années 1860 on a les premières manifestations avouées d'opportunisme et de réformisme au sein même du mouvement ouvrier (on peut dire que le phénomène était connu dès le chartisme -cf. CouC N°18 - mais à l'époque plutôt dans un cadre qui est celui du flirt avec le radicalisme bourgeois et qui se situe avant l'expression autonome du prolétariat). La conduite de l'Etat bourgeois par Bismarck impliquait l'octroi d'un certain nombre de mesures sociales (sécurité sociale, logement etc.) destinées à s'assurer l'appui des ouvriers. Il était normal dans ces conditions, que cette politique rencontre un écho favorable chez un Lassalle, et l'allégeance de ce dernier à la

politique de Bismarck a en fait été poussée très loin.

Cependant les conditions matérielles historiques du réformisme comme mode d'intégration du prolétariat et des ses partis à la politique de l'Etat bourgeois n'avaient pas encore été intégralement développées. Le phénomène était donc limité. Il était en quelque sorte proposé "par en haut" par l'Etat bismarckien. Il est néanmoins intéressant de s'y attarder dans la mesure où dès cette époque, le parti communiste - au sens historique du terme - put, par le truchement de Marx et d'Engels, se prononcer sur ce phénomène.

4.1.6. Lassalle lui-même est mort relativement tôt, après avoir contribué à relancer le mouvement. Cependant, son courant d'idées va perdurer et infester pour un certain temps le mouvement ouvrier allemand. A travers tous les épisodes clés de l'histoire de la social-démocratie allemande (1869, 1875, 1891 etc.) Marx et Engels n'auront de cesse de lutter contre les idées lassalliennes pour faire triompher le programme communiste. Dans cette lutte ils purent s'appuyer sur des fractions de la classe ouvrière qui avaient échappé à l'influence lassallienne et avaient participé également au renouveau du mouvement ouvrier à partir de la tradition de la révolution de 1848.

En 1863 avait été créée également, à Francfort, à coté de l'initiative de Lassalle, une Fédération des Associations ouvrières allemandes (VDAV) dans laquelle figuraient des forces politiques bourgeoises. Cet organisme fut rejoint par une scission de l'ADAV animée par Wilhelm Liebknecht, en réaction à l'évolution de type sectaire de l'ADAV (culte de la personnalité de Lassalle, dictature de son successeur Von Schweitzer à la tête de l'organisation etc.) Dans le même temps Marx et Engels signifiaient à Schweitzer l'arrêt de leur collaboration au "Sozial-Demokrat" et leur rupture définitive avec le parti Lassallien.

Pourtant, si Lassalle, nous l'avons vu, représentait une certaine tendance réformiste au sein du mouvement ouvrier, ainsi qu'une allégeance nationaliste à travers sa sympathie pour la cause prussienne, il insistait sur la nécessité d'une organisation autonome de la classe. A l'inverse, les héritiers de la tendance de 1848 possédaient une vision "nationale" allemande plus correcte mais négligeaient les questions sociales et l'organisation autonome du prolétariat. Engels a défini, dans sa lettre à Gerson Trier du 18 Décembre 1889, les conditions tactiques exclusives sous lesquelles, dans certains pays et à certains moments historiques, le parti ouvrier peut combattre aux cotés des partis bourgeois. Il faut : 1/ que le parti bourgeois lutte réellement contre les résidus féodaux et dans un sens progressiste 2/ que le parti ouvrier garde toute son autonomie vis-à-vis de ce parti.

Cependant, c'est finalement la tendance animée par Bebel et Liebknecht, et non l'ADAV Lassallienne, qui s'avèrera la plus apte à défendre les thèses communistes au sein du mouvement ouvrier, et manifestera son attachement à l'émancipation internationale du prolétariat en adhérant à l'AIT en 1868. Cette prise de position impliquait dans les faits la rupture avec l'aile démocrate bourgeoise

et la reconnaissance des intérêts internationaux du prolétariat, sur la base des préambules et du statut de l'AIT.

4.1.7. Naissance du parti social-démocrate (Eisenach 1869).

Cette évolution historique, jointe au caractère de secte de l'ADAV, qui ne faisait que s'aggraver sous la présidence de Von Schweitzer aboutit à la marginalisation de cette dernière vis-à-vis de la masse du prolétariat.

En 1869, la Fédération des Associations ouvrières Allemandes fut donc à même, avec le renfort de quelques transfuges de l'ADAV écoeurés par les méthodes de ce parti (W.Bracke) de proclamer la naissance du Parti Social-démocrate des Travailleurs à Eisenach. La base programmatique de ce parti était la même que celle de l'AIT et impliquait donc la mise à niveau de la classe ouvrière allemande avec la prolétariat international. L'adoption, par le second congrès du parti en 1870, des thèses du Congrès de Bâle de l'AIT sur la nationalisation des moyens de production et de la terre consacra d'ailleurs la rupture définitive avec la bourgeoisie allemande. Lié aux syndicats de classe, le SDAP exerçait une véritable influence sur de larges secteurs de la classe ouvrière. Cette dernière se trouvait donc organisée dans deux partis différents : le SDAP, dit "Eisenachiens", et l'ADAV, dit "Lassalliens".

On n'en était donc pas encore à l'existence formelle d'un parti ouvrier qui représente de manière unitaire le prolétariat allemand. L'idéologie lassallienne continuait à influencer une fraction non négligeable de la classe ouvrière. Ce n'est qu'à travers la pratique de la lutte des classes que le prolétariat allait pouvoir forger son unité, notamment sous l'impulsion des luttes du prolétariat international (Commune de Paris). A l'occasion de la guerre franco-allemande, Bebel et Liebknecht firent leur devoir d'internationalistes en dénonçant l'annexion de l'Alsace-Lorraine, en refusant de voter les crédits de guerre et en apportant leur soutien à la république française. Ils furent pour cela poursuivis.

Le début des années 1870 fut une période de dures luttes ouvrières, violemment réprimées par l'Etat bourgeois et qui consacrèrent l'existence d'une lutte des classes qui ne pouvait plus se satisfaire des accommodements opérés du temps de Lassalle avec le pouvoir Bismarckien. De leur côté, les syndicats exigeaient l'unité.

4.1.8. En fait on avait la situation suivante : 1°/ sur le terrain, les ouvriers des deux partis prenaient de plus en plus l'habitude de lutter ensemble, 2°/ chez les lassalliens, l'organisation du parti se désagrégeait de plus en plus sous l'effet de la corruption croissante des dirigeants et de l'inadaptation de la vie de secte aux nouvelles conditions sociales du mouvement, 3°/ chez les Eisenachiens, pénétration croissante du programme communiste, notamment sous l'influence du "parti-Marx" et des écrits théoriques des dirigeants de l'AIT, mais ceci presque malgré les responsables du parti (Bebel, Liebknecht) qui ne prenaient pas soin d'élaborer une véritable base

programmatique communiste pour le parti.

C'est dans ces conditions qu'eut lieu le rapprochement progressif des deux partis représentant le prolétariat allemand (lassalliens et eisenachiens) qui entamèrent, sous la pression de la réalité historique, des négociations en vue d'une unification. Sur le plan tactique, l'épisode du Congrès de Gotha (1875) est exemplaire, aussi bien en ce qui concerne les leçons à en tirer sur le plan pratique, que par l'attitude observée par Marx et Engels à cet égard.

4.1.9. Ces derniers estimaient que les lassalliens étaient, sur le plan théorique, comme sur le plan organisationnel, au bout du rouleau. Que donc les masses par eux représentées aspiraient à une unité qui devait s'incarner dans l'expression renouvelée et affermie des principes de base du communisme. Dans ces conditions, il fallait arriver devant les lassalliens dans un état d'esprit d'intransigeance doctrinale et profiter de l'occasion pour faire triompher le programme communiste tout en liquidant leur organisation.

Or les dirigeants du SDAP se mirent en état de faiblesse en se montrant prêts à des concessions théoriques pour ce qui concernait la rédaction du programme du nouveau parti qui allait naître de la fusion des deux partis existants.

Première leçon tactique : l'important n'est pas de rédiger des programmes, mais l'action en commun dans le mouvement réel. La demande des lassalliens montrait un mouvement vers l'unité et un mouvement de reconnaissance vers la théorie communiste, assimilée par eux aux eisenachiens. D'où la consigne donnée par le parti-Marx : il fallait certes les laisser venir, ne pas apparaître comme ceux qui briseraient l'unité, mais ne faire aucune concession, surtout sur le plan théorique, et ne les accepter dans les rangs du nouveau parti que sur la base d'une activité commune en posant au moins une base minimale de principes qui ne fasse aucune concession aux opinions de l'adversaire.(2)

(On retrouve là la tactique qui sera défendue par la Gauche Communiste d'Italie au sein de l'Internationale Communiste avec la discussion des conditions d'admission. En défendant une version plus dure des 21 conditions d'admission à l'IC, la Gauche voulait permettre à celle-ci d'avoir les moyens d'unifier le prolétariat en tant que classe tout en repoussant les anciens représentants officiels du prolétariat tombés dans l'opportunisme et pouvaient essayer de s'infiltrer dans l'IC pour tenter de conserver leur contrôle sur les masses ouvrières. Par rapport à ces faux-jetons, l'attitude du parti devait être la suivante : ils veulent venir ? D'accord ! Mais à nos conditions et sur notre programme, qui sont d'ailleurs ceux que veulent voir adopter les masses qui sont encore sous leur contrôle. A eux donc d'assumer la rupture, à eux d'enseigner publiquement leur incapacité profonde à épouser les thèses radicales du programme communiste. On verra par la suite que, même revues et corrigées par la Gauche dans le sens rigoureux de la défense du programme communiste, les 21 conditions furent insuffisantes pour barrer la route aux réformistes au sein de l'IC.)

Marx résume, dans une lettre à Bracke, la tactique qu'il fallait suivre vis-à-vis des lassalliens :

"Tout pas fait en avant, toute progression réelle importe plus qu'une douzaine de programmes. Si donc on se trouvait dans l'impossibilité de dépasser le programme d'Eisenach - et les circonstances ne le permettaient pas - on devait se borner à conclure un accord pour l'action contre l'ennemi commun. Si on fabrique, au contraire, des programmes de principe (au lieu d'ajourner cela à une époque où pareils programmes eussent été préparés par une longue activité commune) on pose publiquement des jalons qui indiqueront au monde entier le niveau du mouvement du parti."
(Marx à W.Bracke 5 Mai 1875)

Deuxième leçon tactique : l'unité ouvrière, vers quoi tend tout mouvement de classe dans les périodes de montée de l'activité révolutionnaire, ne peut se faire en bradant les principes. Il vaut mieux rester en dehors du mouvement que de se laisser entraîner par lui sur le terrain de l'opportunisme.

"On voulait manifestement escamoter toute critique et bannir toute réflexion de notre propre parti. On sait que le seul fait de l'union donne satisfaction aux ouvriers, mais on se trompe si l'on pense que ce résultat immédiat n'est pas trop chèrement payé."
(idem)

Dans la même veine, Lénine combattit farouchement les tendances vers l'unité qui apparurent après la révolution de Février entre mencheviks et bolcheviks. Lénine se dressait contre toute velléité d'unification avec la social-démocratie chauvine et traître au socialisme. C'est à cette époque qu'il rappelait qu'il valait mieux rester seul sur des positions cohérentes avec le programme communiste que plus nombreux au détriment d'une clarté doctrinale. En dépit du sentiment unitaire des masses, Lénine se refusait ainsi à propager des illusions au sein de la classe prolétarienne.

"J'apprends qu'en Russie se manifeste une tendance unificatrice; s'unir avec les partisans de la défense nationale, c'est trahir le socialisme. Je pense qu'il vaut mieux rester seul comme Liebknecht - seul contre 110 !"

4.1.10. Le programme rédigé en vue de la fusion (connu sous le nom de "programme de Gotha") fut mis au point par des représentants des deux fractions.

Dès sa lecture, Engels estimait que les eisenachiens "honnêtes" qui dépassaient de cent coudées leurs rivaux sur le plan théorique, s'étaient fait duper par les lassalliens "malhonnêtes", mieux rompus à la pratique de la manipulation politique. Dans ces conditions, le programme présentait d'inacceptables concessions au lassallisme, d'autant plus inacceptables sur le plan tactique que, pour "offrir la réconciliation", ces derniers devaient être "dans un sacré pétrin"

(Engels) et qu'il fallait profiter de l'occasion pour les enfoncer sur le plan théorique.

Tandis qu'Engels écrivait une longue lettre à Bebel pour l'engueuler à ce sujet (cf. le recueil "Marx-Engels : La social-démocratie allemande. éd. 10/18 pp. 75-82) Marx prenait la plume pour coucher sur le papier des remarques critiques identiques, connues sous le titre de "Gloses marginales au programme du parti ouvrier allemand" ou "Critique du programme de Gotha".

L'essentiel des reproches formulés dans ce texte concerne la reprise de formulations du Manifeste de 1848 dans un jargon lassallien qui leur enlevait tout sens communiste et les dépouillait de leur caractère percutant. L'influence des thèses lassalliennes en matière d'économie produisait une rechute dans l'économie politique, avec tout le fatras du "droit égal", du "produit intégral du travail" etc. au lieu de "démontrer avec précision comment, dans la société capitaliste aujourd'hui, ont fini par se créer les conditions matérielles etc. qui mettent le travailleur en état de briser cette malédiction sociale, qui l'obligent à la briser." (Marx)

En reprenant point par point les propositions du programme du parti pour le critiquer (détail qu'il n'y a pas lieu de reprendre ici, le lecteur pouvant se reporter à ce texte célèbre) Marx réalisait en fait une synthèse de points fondamentaux du programme communiste. La critique du "produit intégral du travail" de Lassalle fut en effet l'occasion de préciser des points extrêmement importants sur l'économie communiste et la phase de transition du capitalisme au communisme.

Le communisme ne consiste pas dans l'attribution à chaque prolétaire du "fruit intégral de son travail", mais dans la production associée par et pour la communauté humaine sur la base d'un travail libéré des chaînes du salariat, de la valeur et de l'existence des classes. Cependant la société communiste connaît une phase inférieure (premier stade de la société communiste) où l'ouvrier (en fait ici chaque membre de la société où le travail manuel productif a été généralisé) peut consommer en proportion de la quantité de travail qu'il a fourni à la société, une fois défalquée la quantité de travail nécessaire à l'entretien de la population qui n'est pas en état de travailler et au fonds d'accroissement pour la production future. Si bien que pour une masse de travail identique, chaque individu reçoit un pouvoir de consommation identique.

De ce fait, dans cette phase règne encore le droit bourgeois, droit égal qui est en fait "inégal", dit Marx, car il égalise des individus qui, en tant que tels, sont différents. C'est seulement avec le développement de la nouvelle société qu'on pourra s'émanciper de ces limites du droit bourgeois. Dans la phase inférieure du communisme, les biens de consommation sont répartis au moyen du bon de travail (cf. CouC N° 4).

"Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel; quand le travail

ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais deviendra lui-même le premier besoin vital; quand, avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'horizon borné du droit bourgeois pourra être définitivement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux : "De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins !".

Par la même occasion, il revenait à la "Critique du programme de Gotha" de préciser de manière fondamentale le concept de Dictature du prolétariat, dont l'essence est présente dans le Manifeste de 1848 mais non explicitement développé. En ce sens ce texte est l'un des plus importants du patrimoine révolutionnaire, lorsqu'il précise, en même temps que les conditions économiques, les conditions politiques du passage au communisme. Ainsi, ce texte apporte-t-il des éléments fondamentaux par rapport à la critique de la démocratie et la critique de l'Etat, ainsi que sur l'internationalisme.

"Dès lors, la question se pose : quelle transformation subira l'Etat dans une société communiste ? Autrement dit : quelles fonctions sociales s'y maintiendront analogues aux fonctions actuelles de l'Etat ? Seule la science peut répondre à cette question; et ce n'est pas en accouplant de mille manières le mot Peuple avec le mot Etat qu'on fera avancer le problème d'un saut de puce.

Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature du prolétariat."

Les "Gloses marginales" furent mises sous le boisseau par les chefs du SDAP et le mouvement réel amena Marx et Engels à ne pas les publier (voir plus bas). Par contre, elles jouèrent un rôle 15 ans plus tard, lors de la nouvelle rédaction du programme du parti à Erfurt (1891) et Engels les rendit publiques car elles avaient gardé tout leur caractère d'actualité.

4.1.11. Il importe de s'arrêter ici sur la Troisième leçon tactique : Marx et Engels avaient annoncé, en expédiant à Bracke les "Gloses marginales" qu'ils ne sauraient cautionner un parti qui accepterait un tel programme. Or le congrès de Gotha ne tint finalement aucun compte de leurs réflexions, et cependant ceci ne donna lieu de leur part à aucune remarque publique, et même, finalement, ils continuèrent leur activité vis-à-vis de ce parti. Quand tant de gens à l'heure actuelle défendent une vision du programme d'un purisme éthéré, au point de ne plus percevoir la dialectique de la réalité sociale, il importe de réfléchir sur le pourquoi et le comment d'une telle attitude.

Dans un premier temps, comme il est dit plus haut, Marx et Engels insistèrent fortement sur le fait que la formalisation du parti ne peut pas se faire à n'importe quel prix. Ils dénoncèrent la mise à l'encan des principes, et menacèrent même de retirer leur concours à

un parti qui se situerait sur ces positions. Mais en même temps, ces champions de la dialectique savaient que la réalité est rusée et ils ne perdaient jamais de vue le mouvement réel, seule aune à laquelle on peut mesurer l'influence réelle du programme communiste. Marx et Engels avaient prévu de faire, au cas où le programme de Gotha serait accepté comme tel, un désaveu public et de rompre avec le parti (3). Or ils ne furent pas obligés de le faire, et cela pour deux raisons :

a) Malgré tout le programme fut perçu comme beaucoup plus radical qu'il n'était. La bourgeoisie et sa presse y virent une manifestation de communisme, ce qu'il n'était pas, mais ce à quoi aspirait le mouvement réel des masses ouvrières. D'où le fait que celles-ci, en réalité, reconnaissaient dans le programme de Gotha **CE QUI N'Y ETAIT PAS SUFFISAMMENT CORRECTEMENT FORMULE : LE COMMUNISME**. (Le même type d'analyse (sur laquelle il convient de méditer) sur la différence entre la réalité et la perception d'un mouvement a été opérée par Marx et Engels à propos de la petite bourgeoisie en 1849 - cf. Couc N° 18 p.84).

"Heureusement le programme a été apprécié plus favorablement qu'il le méritait. Ouvriers, bourgeois et petits-bourgeois y lisent ce qui devait vraiment s'y trouver et non ce qui s'y trouve effectivement; et il n'est même venu à l'esprit de personne d'examiner publiquement le contenu réel de ces merveilleuses phrases. Cela nous a permis de nous taire."
(Engels à Bracke 11.10.1875)

Marx et Engels analysent toujours l'impact de la théorie sur la réalité sociale. Mais, ce faisant, ils ne sacrifient jamais le but final au mouvement, ce qui est une des caractéristiques de l'opportunisme. Au contraire, ils se montrent capables de distinguer, dans le mouvement réel immédiat, les véritables tendances qui poussent vers le but final. Ainsi, ils jugent plus importante la conscience que les ouvriers (et d'ailleurs aussi la classe bourgeoise) ont du programme du parti, que la formulation de ce programme en elle-même. Dans la mesure où cette conscience est en avance par rapport à cette formulation, ils laissent faire, se réservant le droit d'intervenir au moment où, le mouvement ayant avancé dans l'action, il sera possible d'intervenir publiquement pour faire modifier la rédaction du programme, la rendant ainsi tout à fait adéquate à ce que le mouvement social exprime réellement (ainsi en football, l'arbitre néglige parfois de marquer la faute si, dans la dynamique du jeu, le joueur victime se montre capable de dépasser la situation pour aller de l'avant. Disons que le parti historique accordait ici la "règle de l'avantage" au parti formel).

Cependant, Marx et Engels furent empêchés de se manifester pour revenir à une formulation plus orthodoxe du programme du parti, car :

b) A partir de 1878, soit 3 ans après le congrès de Gotha, Bismarck réussit à faire voter les lois anti-socialistes, interdisant ainsi tout débat public sur le programme. Dans ces conditions, une rupture qui n'aurait pas pu être expliquée publiquement n'aurait eu aucun impact sur le prolétariat, et il valait mieux supporter la situation

comme elle était (4).

4.1.12. La Social-démocratie à l'époque des lois anti-socialistes.

La politique de Bismarck, qui visait à intégrer la classe ouvrière par une série d'avantages économiques, se satisfaisait difficilement de l'existence d'un parti qui prônait ouvertement la subversion de l'ordre social et la révolution prolétarienne. C'est pourquoi, tout en flattant les personnages et les tendances les plus réformistes au sein du prolétariat allemand, il n'eut de cesse de mettre hors d'état de nuire la composante révolutionnaire de celui-ci.

Il y parvint en mai 1878 à l'occasion d'un attentat contre l'empereur, ce qui lui permit de faire voter par le Reichstag, le parlement allemand, et d'édicter une série de lois bloquant l'expression du parti du prolétariat (sans empêcher toutefois l'élection de députés au Reichstag).

Ce que les lois interdisaient principalement, c'était l'expression, la propagande et l'agitation révolutionnaire du prolétariat. Dans les deux premières années furent prononcées 600 années de peine de prison contre plus de 1000 militants. Des peines d'exil furent prononcées (900 militants); les "Länder" (régions) étaient autorisées à proclamer l'état de siège; la presse était interdite, saisie; ses diffuseurs étaient arrêtés, condamnés, envoyés en exil...

C'est dans ces années-là que la social-démocratie allemande fit à nouveau la preuve de sa véritable capacité à être un parti révolutionnaire. Les militants subirent l'épreuve de l'illégalité; un réseau de distribution de la presse clandestine fut mis sur pied; un service d'ordre (Masque d'acier) assurait la sécurité des militants clandestins; des centaines d'associations de chant, de gymnastique etc. servaient de couverture à la propagande révolutionnaire. Sur ce terrain la social-démocratie allemande bénéficiait de l'expérience acquise lors de la guerre franco-allemande, lorsque militantisme signifiait clandestinité.

"L'état de siège du temps de guerre (1870 NDR) fut suivi des procès de Haute Trahison, de lèse-majesté et d'offense aux fonctionnaires, des tracasseries policières sans cesse aggravées du temps de paix. Le Volkstaat avait, en règle générale, trois à quatre rédacteurs simultanément en prison, le reste à l'avenant. Tout orateur du parti quelque peu connu devait, au moins une fois par an, comparaître devant les tribunaux où il était presque régulièrement condamné. Les uns après les autres, bannissements, confiscations, dispersions des réunions, tombaient comme grêle; mais tout cela en vain. Chaque militant arrêté ou expulsé était aussitôt remplacé par un autre; pour chaque réunion dissoute on en convoquait deux autres; d'un lieu à l'autre on lassa l'arbitraire policier par la persévérance et la stricte observation des lois. Toutes les persécutions produisirent le contraire du but

poursuivi; loin de briser ou seulement de faire plier le parti ouvrier, elles lui amenèrent au contraire, sans cesse de nouvelles recrues et renforcèrent son organisation."

(Engels. Préface à la guerre des paysans. 1875. P.37. ES).

4.1.13. C'est cette social-démocratie là, rompue à la dialectique de l'illégalité combinée à des procédés électoraux, qui constituait pour un Lénine le nec plus ultra du parti révolutionnaire. Cependant, comme on le verra, l'organisation clandestine la plus rodée ne vaut rien si elle ne vise qu'à la préservation du parti en dehors de la caractérisation révolutionnaire de ce parti en lutte pour la société sans classes. La social-démocratie allemande, au départ, combinait les deux aspects : faire vivre le parti pour que ce parti soit l'instrument de la révolution. Néanmoins, compte tenu de la situation historique particulière, la préservation de l'organisation devint parfois un but en soi, au détriment de la défense du caractère révolutionnaire de celle-ci.

4.1.14. Or, le but du parti prolétarien n'est pas de procurer une existence politique au prolétariat au sein de la société bourgeoise. Le prolétariat, soulignait Marx, est révolutionnaire ou il n'est rien. Le prolétariat est, selon Le Manifeste, la classe qui ne peut pas se redresser sans faire éclater tous les cadres de la société actuelle. Il n'a donc pas à être représenté au sein de cette société; ni à trouver, dans une pseudo-existence politique un succédané à sa situation de classe exploitée. Sa seule alternative est de s'ériger en classe dominante, d'exercer sa dictature et de foutre en l'air la dernière société de classe (donc d'exploitation) que doit connaître l'humanité : le capitalisme. Or, si une telle vision allait de soi pour les théoriciens du communisme international qu'étaient Marx et Engels, ils allaient devoir se heurter à et lutter contre une tendance qui s'affirme vers la fin du 19^e siècle et qui cherche à intégrer le prolétariat à la vie de la société bourgeoise. L'objet des thèses suivantes est d'analyser cette lutte.

4.1.15. Le dernier quart du vingtième siècle fut une époque d'expansion pour le prolétariat allemand, dont l'influence était reflétée par les scrutins électoraux, mais surtout marquée sur le terrain des luttes. Ainsi de 1881 à 1890, le nombre d'électeurs sociaux-démocrates quintuple, passant de 312 000 à 1. 427 000. Surtout, ces électeurs sont principalement des ouvriers d'industrie et Engels note que la base militante du socialisme révolutionnaire en Allemagne s'est ainsi déplacée des artisans en 1848 au prolétariat industriel en 1881. A cette époque, action clandestine et activité électorale sont liées.

Après la mort de Marx en 1883, c'est chez Engels qu'il faut chercher la continuité du parti historique à l'échelle internationale. En ce qui concerne ses rapports avec la Social-Démocratie allemande, les positions d'Engels ont été particulièrement falsifiées. Or, la tactique qu'il prônait, y compris la tactique électorale, était on ne peut plus claire : selon lui, la lutte sur le terrain démocratique (élections) est inséparable de la préparation révolutionnaire. Dans cette perspective, l'activité électorale du parti n'est qu'un moyen

parmi d'autres pour organiser le prolétariat en vue de l'assaut révolutionnaire. Elle sert aussi, classiquement, à mesurer le degré de préparation révolutionnaire des masses. A l'inverse, lorsque le rapport entre lutte électorale et préparation révolutionnaire n'est plus respecté, lorsque la seconde est négligée, les indications fournies par le 'baromètre' électoral sont trompeuses : elles laissent croire en effet que la progression électorale du parti correspond à la propagation des thèses révolutionnaires et au renforcement du prolétariat, alors que, si elle n'est pas reliée à l'activité révolutionnaire, l'activité électorale n'est qu'un moyen d'endormir les ouvriers dans le légalisme et le pacifisme. Dans ce cas la progression électorale du parti masque le degré de préparation révolutionnaire plutôt qu'elle ne le révèle.

En ce sens, la tactique d'Engels était tout à fait opposée à la tactique des chefs sociaux-démocrates, qui faisaient de la tactique électorale un but en soi. Ce faisant ils se camouflaient à eux-mêmes le fait que le nécessaire aboutissement de l'activité révolutionnaire, qu'elle soit légale ou illégale, parlementaire ou dans la rue, est l'insurrection armée du prolétariat dirigée par le parti de classe. Cela, Engels ne l'a jamais nié. Il prévoyait que la progression électorale du parti pourrait se dérouler sans heurts (avec en parallèle, redisons-le encore une fois, la préparation révolutionnaire des masses et la préparation militaire du parti) jusqu'au point où la bourgeoisie se sentirait menacée dans son existence même et se verrait obligée d'interrompre par la force la progression du parti révolutionnaire.

Bien plus, c'était un signe de maturité de la part du prolétariat que de ne pas se lancer trop tôt dans une action où il aurait eu obligatoirement le dessous et de profiter de cette phase légaliste pour accroître son potentiel révolutionnaire. Ainsi, si dans la théorie, on peut envisager dans certaines circonstances historiques (5), une conquête pacifique du pouvoir de la part du prolétariat, en pratique, cette hypothèse se heurtera toujours, dès lors que l'Etat bourgeois et ses instruments de répression sont suffisamment développés, à une contre-révolution préventive ou une guerre civile déclenchée par la bourgeoisie aux abois. C'est alors que le parti devra savoir effectuer la transition de l'activité légale et parlementaire à l'activité révolutionnaire insurrectionnelle.

Tout ceci montre que les communistes ne font jamais de l'abstentionnisme électoral une question morale. Mais ils englobent dans une série de considérations tactiques générales les différents éléments nécessaires pour mener à bien la lutte des classes. Le renforcement du totalitarisme capitaliste et de son Etat implique notamment que la question militaire soit reliée à l'ensemble de la tactique, et que l'émeute spontanée fasse place à l'insurrection préparée et dirigée par le parti de classe. Dans le passage suivant, il est d'ailleurs significatif qu'Engels compare la lente montée des effectifs électoraux du parti à une opération militaire, qui permet à l'issue d'un siège et de longs préparatifs de faire face ou mieux de donner l'assaut.

'Nous menons une guerre de siège contre notre ennemi, et

tant que nos tranchées ne cessent de progresser et de resserrer l'étau, tout va bien. Nous sommes maintenant tout près du second parallèle, où nous dresserons nos batteries démontables et pourrons déjà faire taire l'artillerie adverse. Or, si nous sommes déjà assez avancés pour que les assiégés ne puissent être dégagés momentanément de ce blocus par une guerre mondiale, alors nous pouvons calculer le moment où l'artillerie commencera son tir et où nous pourrons passer à l'attaque. Mais jusque-là, la lente et tranquille progression des travaux du siège sont la meilleure garantie contre un assaut prématuré et contre des sacrifices inutiles.

Le plus drôle dans tout cela, c'est que les assiégés proclament l'état de siège contre nous, les assaillants. (Engels à H. Schlüter. 19 Mars 1887).

4.1.16. Ce qu'Engels n'a peut être pas forcément bien mesuré, c'est à quel point la social-démocratie et ses chefs s'éloignaient de ce schéma et finissaient par faire de l'activité légale et parlementaire, de la lutte pour les réformes le but en soi de l'existence du parti. Nous étudierons le phénomène réformiste dans une partie ultérieure consacrée à la Social-démocratie Allemande au sein de la Seconde Internationale (cf. aussi COMMUNISME OU CIVILISATION N°8). Mais nous pouvons déjà donner quelques explications matérialistes de cet état de fait.

Tout d'abord, comme nous l'avons dit, la période qui va de 1864 à la fin du 19^e siècle est une période d'expansion pour le capital, partout dans le monde, et particulièrement en Allemagne, qui a un fort retard à combler. Cette industrialisation à marche forcée fournit certes les gros bataillons d'un nouveau prolétariat industriel qui s'éveille à la lutte des classes et aux thèmes révolutionnaires, mais elle favorise également la possibilité d'accorder aux ouvriers des miettes du festin capitaliste qui permettra de corrompre l'expression révolutionnaire du prolétariat.

Dans le même temps, et c'est là un corollaire, on assiste à la pénétration de la petite-bourgeoisie dans le parti. Devenant un parti de masse, il était normal que la social-démocratie attirât d'autres couches que celles directement liées au prolétariat. Cependant ce signe de l'influence du parti ne doit pas masquer le fait que la petite-bourgeoisie peut, par définition, introduire des germes délétères dans l'organisation du prolétariat.

La règle en la matière a été fixée dès le Manifeste du parti communiste de 1848. Ce n'est que dans la soumission totale au programme et aux objectifs finaux du prolétariat, que dans l'acceptation totale de la tactique définie par le prolétariat, que les transfuges d'autres classes sont acceptés dans le parti et même bienvenus. A condition qu'ils ne cherchent pas à influencer la conduite des affaires du parti. Ce qui pose problème, c'est que la petite-bourgeoisie, lorsqu'elle intervient en quantité non négligeable dans le parti, comme c'était le cas pour la SD, apporte avec elle toute sa culture de classe, ses préjugés, son idéologie qui

risquent de pourrir l'expression du prolétariat. De plus, c'est elle qui progressivement s'empare des places à responsabilité dans la mesure où pour cela elle utilise ses capacités intellectuelles (dans les secrétariats, la hiérarchie du parti, sa presse etc.) Ce n'est pas là en soi un problème si l'utilisation de ces couches est fermement soumise aux intérêts affirmés du prolétariat révolutionnaire. Cela le devient lorsque la conduite des affaires du parti échappe aux mains des ouvriers pour tomber dans celle des petits-bourgeois. Par ailleurs il se produit un phénomène d'accaparement des places, générateur d'une bureaucratie qui finit par trouver sa justification et son sens dans la pure et simple existence d'un parti légal, qui la nourrit, plutôt que dans l'action révolutionnaire. S'il n'y a certes pas de recette en matière de lutte contre l'opportunisme, il y a quand même quelques solides principes d'organisation dont jamais le parti ne devrait se départir. L'un, appliqué par la Troisième Internationale, est l'exigence d'un poids majoritaire des ouvriers dans toutes les instances du parti, y compris au sommet. L'autre est celui de la rotation des tâches qui permet de limiter une ossification des fonctions et la transformation des responsables en bureaucrates.

Engels était très conscient de ce danger et, utilisant sa position privilégiée en-dehors du parti, fustigeait toute cette engeance.

"Je n'ai jamais dissimulé qu'à mon avis, en Allemagne, les masses étaient bien meilleures que Messieurs les chefs - surtout depuis que, grâce à la presse et à l'agitation, le parti est devenu une vache à lait qui les approvisionne en bon beurre, même après que Bismarck et la bourgeoisie aient subitement tué cette vache. Les mille existences qui ont été brusquement ruinées de ce fait, ont le malheur personnel de n'être pas plongées dans une situation directement révolutionnaire, mais d'être frappées d'interdiction et de mise au ban. (...) La plupart d'entre eux sont restés en Allemagne et se trouvent le plus souvent dans des localités passablement réactionnaires, où ils sont mis au ban du point de vue social, mais dépendent de philistins pour leur subsistance et beaucoup sont très gangrenés par le philistinisme. Ils fondèrent donc bientôt toutes leurs espérances sur l'abolition de la loi antisocialiste. Il n'est pas étonnant que sous la pression des philistins, il leur vint l'idée folle - en réalité tout à fait absurde - qu'ils pourraient y arriver en se montrant dociles.

(...)

Les petites conditions font les mesquines conceptions, et il faut beaucoup d'intelligence et d'énergie à celui qui vit en Allemagne pour être capable de voir au-delà du cercle tout à fait immédiat et ne pas perdre de vue l'enchaînement général des événements historiques.

(...)

Aussi pour naturelle que soit l'apparition de cette orientation qui masque son manque de compréhension et de volonté de résistance derrière une "objectivité"

superintelligente, il ne faut pas moins la combattre avec énergie. Et c'est là où la masse des ouvriers offre le meilleur point d'appui. Ils sont les seuls à vivre dans des conditions modernes en Allemagne et toutes leurs petites et grandes misères trouvent leur centre dans le capital oppresseur. Tandis que tous les autres combats, tant politiques que sociaux, sont piteux et mesquins en Allemagne et ne tournent qu'autour de fripouilleries, combats que l'étranger a déjà surmontés, leur combat à eux est le seul qui soit de grande envergure, le seul qui soit au niveau de notre époque, et ne démoralise pas les combattants, mais leur injecte sans cesse une énergie nouvelle. Donc, plus vous chercherez vos correspondants parmi les véritables ouvriers, ceux qui ne sont pas encore devenus des "chefs", plus vous aurez de chance d'opposer un contrepoids aux déclamations et aux pleurnicheries des chefs."

(Engels à Bernstein 25 Janvier 1882).

Il importe ici de souligner, par rapport au léninisme, que Marx et Engels, intellectuels eux-mêmes se sont de toutes leurs forces opposés à la théorie qui voudrait que la conscience communiste soit amenée par des intellectuels au prolétariat, et que l'émancipation des travailleurs soit autre chose que "l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes".

"En fondant l'Internationale, nous avons expressément proclamé que la devise de notre combat était : "L'émancipation de la classe ouvrière sera l'oeuvre de la classe ouvrière elle-même."

Nous ne pouvons donc marcher avec des gens qui expriment ouvertement que les ouvriers sont trop incultes pour s'émanciper eux-mêmes et qu'ils doivent donc être libérés d'abord par en haut, par les grands et philanthropes petits bourgeois."

(Marx-Engels. Circulaire à Bebel, Liebknecht, Bracke, mi-septembre 1879)

4.1.17. Dès les années 1870, Engels avait été amené à se détourner momentanément de ses études sur la dialectique de la nature pour contrecarrer sur le plan théorique l'influence grandissante de certaines thèses petites-bourgeoises au sein du parti. Leur pénétration était si forte qu'Engels dû batailler pour faire paraître en feuilleton dans le "Vorwärts", l'organe du parti, sa critique contre Dhüring. Celle-ci fut l'occasion de réaffirmer les positions-clés du programme communiste en matière de critique de l'économie politique et de dialectique matérialiste.

Cependant il s'agissait là encore de la lutte pour imposer les conceptions communistes face aux séquelles du socialisme petit-bourgeois etc. à une époque où seules des minorités de prolétaires se situaient fermement sur la base d'une compréhension résolue du programme.

La phase de pénétration petite-bourgeoise des années 1880, s'effectue, elle, sur la base des succès électoraux du parti. Par conséquent, dans l'optique de ses dirigeants, sur une base légaliste et de recherche d'une respectabilité allant de pair avec l'accroissement de la puissance du parti. Elle possède donc en germes de toutes autres conséquences. Il ne s'agit plus seulement d'expressions étrangères à un mouvement en voie de constitution, mais de phénomènes surgis sur la base même du développement du parti. Il s'agit cette fois de gens qui voudront mettre la théorie en pratique avec leurs actes et donc n'hésiteront pas à réviser publiquement le communisme lorsque celui-ci deviendra de manière trop visible un obstacle à leur propre pratique. Comme le disait Bernstein, il était temps d'aligner la théorie sur la pratique. Nous reviendrons sur les racines matérielles du révisionnisme lors de l'exposé sur la Seconde Internationale. En effet - et indépendamment du fait qu'il intervient publiquement juste après la phase chronologique que nous nous sommes fixés ici - le révisionnisme n'est pas en lui-même un phénomène spécifiquement allemand. Ses racines, comme le montrait fort bien Rosa Luxembourg, se trouvent dans le développement du capital, et c'est donc en observant la réalité sociale en Angleterre que Bernstein parvint à ses théories. Seulement, de même que la théorie révolutionnaire a été formulée par des allemands, ce sont des allemands qui ont pris l'initiative de sa négation.

4.1.18. On sait que le révisionnisme se caractérisa essentiellement par cette formule, qui le résume entièrement : "Le but n'est rien, le mouvement est tout." C'est la caractéristique de ces maladies de la volonté que de se focaliser sur les moyens, les instruments, les aspects contingents en oubliant voire en niant le but final. Sur le plan de l'organisation, cela se caractérisa par un renforcement de l'appareil du parti au détriment de son programme. Le maintien en vie de l'organisation, de ses cadres, l'entretien d'une bureaucratie nombreuse qui, à la limite, avait tout à craindre d'un mouvement révolutionnaire qui lui ferait perdre sa stabilité, tout cela devenait prioritaire par rapport à l'activité révolutionnaire elle-même.

De la théorie du parti développée par Marx comme fraction organique de la classe destinée à incarner subjectivement l'être révolutionnaire de celle-ci, de la conception du parti-programme, préfiguration de la communauté humaine, on passait insensiblement à une conception plus "objectiviste", utilitariste du parti. Ce dernier ne devait plus être la médiation révolutionnaire à travers laquelle le prolétariat comme classe en soi de la société capitaliste, pouvait exister en soi et pour soi comme classe révolutionnaire négation du capitalisme, il devenait un organe de gestion de la vie quotidienne du prolétariat dans le MPC, et donc aussi un organe destiné d'une certaine manière à pérenniser le prolétariat, et donc le capital.

Tout comme Engels attendait du renforcement du mouvement réel la possibilité d'une scission salutaire, Lénine pensait qu'il y aurait au moment de la crise révolutionnaire une épreuve de vérité et que ce qui était sain et révolutionnaire dans le parti se dégagerait de la gangue pourrie du réformisme et de l'opportunisme. Malheureusement,

comme nous essaierons de le montrer au cours des prochains chapitres, ce courant était trop fort.

4.1.19. Un autre point sur lequel se manifestait le réformisme dans le parti allemand dès les années 1870 était la question de la fraction parlementaire. La Gauche d'Italie, confrontée au même problème au début du vingtième siècle - qui était d'ailleurs lié au poids du réformisme dans tous les pays - soulignait que la fraction parlementaire du parti était toujours à l'extrême-droite de celui-ci. La Gauche s'était opposée dans des circonstances analogues en Italie, à la thèse selon laquelle la fraction parlementaire devait jouir d'autonomie vis-à-vis du parti.

Ainsi, lorsqu'en 1884 les députés sociaux-démocrates allemands décidèrent, contre la politique du parti de voter des subventions du Reich pour le développement de lignes de navigation à vapeur vers l'outre-mer (condition du développement du colonialisme allemand), Bebel mit tout son poids dans la balance pour interdire à la fraction un tel vote. Les députés se rangèrent finalement à l'avis du "Sozial-Demokrat", l'organe du parti.

En tous les cas, il est certain que la fraction parlementaire était un ferment d'opportunisme dans le parti, qu'elle épousait les moeurs des adversaires qu'elle cotoyait tous les jours au lieu de les combattre, et qu'elle respectait difficilement les règles du parlementarisme révolutionnaire, telles qu'elle étaient défendues - et appliquées - par exemple en Russie.

"Un tel travail "parlementaire" exige une hardiesse et un tempérament révolutionnaire exceptionnels. Ici en effet, les hommes sont à un poste particulièrement dangereux. Ils minent la position de l'ennemi dans son propre camp : ils entrent au parlement non pour recevoir cette machine entre leurs mains, mais pour aider les masses à la faire sauter du dehors."
(Zinoviev. Lettre circulaire au comité exécutif de l'IC)

Dans une telle perspective, et lorsque le parti est bien clair sur cette question, les hommes envoyés au parlement sont des révolutionnaires trempés, si possible des ouvriers, et non des petits-bourgeois désireux de faire carrière. Dès le début, Engels s'insurgeait contre les propos de Liebknecht reprochant à certains députés leurs fautes d'allemand dans les discours. Peu importe disait-il, si le fonds du discours est révolutionnaire.

4.1.20. Un autre élément théorique qui témoignait de l'éloignement du parti des tâches de préparation révolutionnaire était la thèse de "l'effondrement" du mode de production capitaliste, thèse qui, dans ses effets, était le corollaire du gradualisme réformiste. Comme pseudo-orthodoxie marxiste, la thèse de l'effondrement prétendait que le capitalisme s'écroulerait automatiquement dans la crise et qu'il n'y avait qu'à patienter en attendant. Sous des dehors plus orthodoxes, cette thèse produisait en fait exactement le même effet que le réformisme : atténuer la préparation du combat révolutionnaire en s'en remettant à des causes extérieures qui assureraient mécaniquement le triomphe des intérêts du prolétariat. Ici sous une

apparence radicale (l'effondrement), là dans un contexte gradualiste (la conquête pacifique de réformes aptes à améliorer la situation du prolétariat au sein de la société). Or si la dialectique révolutionnaire assigne un grand rôle aux conditions objectives qui amènent le capitalisme à secréter lui-même les conditions de son effondrement dans la crise catastrophique, elle sait que rien ne sortira, sinon le chaos, d'une telle situation, si à ce moment-là il n'existe pas un parti révolutionnaire fort et décidé, capable de diriger l'inévitable mouvement de masses, en en prenant la direction dans le sens de l'insurrection armée contre l'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat.

4.1.21. Comme nous l'avons rappelé dans l'introduction, la question que se pose tout révolutionnaire est celle-ci : ne pouvait-on sauver le parti, en en éliminant les éléments pourris pour le rendre plus pur, plus révolutionnaire ?

Durant toute la phase des lois anti-socialistes, la position d'Engels est claire : une scission qui ne pourrait pas être expliquée publiquement (à cause de la censure) serait néfaste car elle bénéficierait aux adversaires. Il est certain qu'il se développe dans le parti des tendances nuisibles, et que celles-ci arrivent même à former, comme c'est le cas pour la fraction parlementaire, un "parti dans le parti". Mais Engels pense (comme Lénine plus tard par rapport à l'ensemble de la Seconde Internationale), que ces développements sont inévitables dans une telle période et que l'inéluctable évolution historique amènera obligatoirement ces forces à se mettre d'elles-mêmes en dehors du parti.

Dans ces conditions, la scission doit être menée au bénéfice exclusif des forces véritablement prolétariennes au sein du parti. Notamment :

"1/ Différer autant que possible la scission; 2/ devient-elle inévitable, alors il faut la laisser venir d'eux; 3/ dans l'intervalle tout préparer; 4/ ne rien faire, sans au moins Bebel, et si possible Liebknecht (...) et 5/ tenir envers et contre tout la place forte du SozialDemokrat jusqu'à la dernière cartouche."
(Engels à Bernstein 5 juin 1884)

"La division en un camp prolétarien et un camp bourgeois devient de plus en plus marquée, et si les bourgeois s'avisent alors de mettre les prolétariens en minorité, ils peuvent provoquer la scission. Je crois qu'il faut avoir cette éventualité en vue.

S'ils provoquent la scission - ce pour quoi ils doivent cependant se munir encore d'un peu de courage - ce ne sera pas trop grave. Je suis toujours d'avis que nous ne pouvons pas nous permettre de la provoquer tant que la loi antisocialiste reste en vigueur; mais si elle se fait alors il faut y aller et je suis à tes cotés dans la bagarre."
(Engels à Bebel 11 Octobre 1884)

La règle en la matière est d'organiser la scission "de telle sorte que nous continuions le vieux parti, et qu'ils le quittent ou qu'ils

en soient chassés" (idem). C'est une règle que nous avons eu l'occasion de souligner maintes fois au cours de ce travail historique sur le parti du prolétariat, en déplorant amèrement que par deux fois, l'Internationale du prolétariat (1914 et 1928) soit tombée entre les mains de l'adversaire de classe, au lieu de rester dans celles du prolétariat, quitte à ce qu'il lui revienne en propre la tâche de liquider le parti comme Marx et Engels n'hésitèrent pas à le faire en 1852 (Ligue des communistes) et en 1872 (AIT).

4.1.22. Par la suite, une fois la loi anti-socialiste abolie, Engels considérait, de manière hélas trop optimiste, que le développement du parti serait plus fort que celui des tendances opportunistes en son sein (lesquelles constituaient en quelque sorte un mal nécessaire de ce développement), et que l'épreuve du feu amènerait obligatoirement une décantation en faveur de l'essence prolétarienne du parti (Lénine se situera exactement sur la même position).

On sait que c'est le contraire qui s'est produit. Cela montre qu'il n'y a pas de recette d'organisation pour sauver le parti. La seule solution réside dans le maintien de la flamme révolutionnaire, c'est-à-dire la défense du programme communiste. Cette défense, Engels l'assumait de son vivant, de l'extérieur du parti. Il n'existait pas assez de forces internes susceptibles de faire contre-poids lorsque la réalité historique tendait à renforcer le poids du réformisme au point de lui permettre d'entraîner tout le parti sur le terrain de la collaboration de classes comme en 1914. En définitive, tout ce contre quoi Marx et Engels luttèrent de toutes leurs forces : l'opportunisme, le réformisme, le crétinisme parlementaire, furent trop fort. Dans ces conditions, eût-il existé des forces révolutionnaires au sein du parti allemand capables d'organiser une scission, ils n'auraient pas eu d'autre choix que de se réduire à l'état de secte, coupée du mouvement des masses. La seule solution était de défendre le programme communiste au sein du parti ouvrier le plus puissant d'Europe. Ceci dit, l'histoire est une réalité objective et, à partir du moment où les forces capables d'assumer un tel combat n'existaient plus, l'issue réformiste était inexorable. On verra au cours de ce travail, que la recomposition internationale du mouvement après la catastrophe de 1914 fut justement permise par ceux qui, comme les bolcheviks, se situaient dans la lignée d'Engels et privilégiaient avant tout la défense du programme révolutionnaire.

4.1.23. Le tournant de la légalisation définitive du parti a lieu en 1890 lorsque l'empereur Guillaume pousse Bismarck à abroger les lois d'exception anti-socialistes. Le succès du parti c'est que, sous une législation expressément dirigée contre lui, dans une ambiance de répression permanente, il a réussi non seulement à se maintenir, mais à se développer. De ce mouvement, Engels attend d'une part qu'il fasse peu à peu tourner le rapport de forces en faveur du prolétariat, d'autre part qu'il absorbe et digère les courants petits-bourgeois et leur inévitable apport d'opportunisme. Comme toujours, priorité est donnée au mouvement, à la vie, à la dynamique historique.

C'est pourquoi lorsqu'en 1891, le parti, enfin maître de ses mouvements sur la scène politique, prépare pour le congrès d'Erfurt,

la refonte de son programme de 1869, Engels juge que c'est là l'occasion pour se doter enfin d'un programme clarifié et définitivement débarrassé des dernières scories lassalliennes.

4.1.24. Du point de vue d'Engels, 1891 doit être la liquidation posthume du lassallisme. Trop d'équivoques ont été maintenues là-dessus durant 15 ans et l'opportunisme se nourrit de ce manque de précision théorique.

"Lassalle appartient à l'histoire depuis vingt-six ans. Si l'on a évité sous la loi d'exception de lui faire subir une critique historique, il est enfin temps que celle-ci reprenne ses droits - et que la lumière soit faite sur la position de Lassalle vis-à-vis de Marx."

(Engels à Kautsky 23 Février 1891)

Ce règlement de compte avec le lassallisme devait passer par un règlement de compte avec l'opportunisme dans le parti; l'instrument en fut la publication, dans la "Neue Zeit", du texte désormais vieux de 15 ans que Marx avait rédigé contre le programme de Gotha. Ainsi l'oeuvre qui n'avait pu être accomplie à chaud en 1875 s'accomplissait. A la grande fureur des Liebknecht et consorts qui s'estimaient - à juste titre - également visés par la manoeuvre.

"Pendant les quinze ans que dura la loi anti-socialiste, il n'était évidemment pas possible de réagir contre le culte de Lassalle au sein du parti. Or il fallait mettre fin à cette situation - et c'est ce que j'ai provoqué. Je ne permettrai plus que la fausse gloire de Lassalle se maintienne aux dépens de Marx et qu'elle soit prêchée de nouveau. Les gens qui ont eux-mêmes connu Lassalle et l'ont adoré sont peu nombreux aujourd'hui, et chez tous les autres le culte de Lassalle est un article de pure fabrication, qui se maintient parce que nous le tolérons tacitement, bien que nous sachions combien il est faux : il ne se justifie donc même pas par le dévouement personnel."

(Engels à Bebel 1er Mai 1891)

4.1.25. Dans les dernières années de sa vie, Engels continua sans relâche son oeuvre vis-à-vis du parti allemand, comme des autres partis européens.

La logique politique de cette intervention est constante et se fonde sur la critique permanente des tendances opportunistes et réformistes au sein du mouvement, ainsi que sur l'étude tactique des conditions objectives qui amèneront le cours des choses à se précipiter vers une issue révolutionnaire.

Sur le premier point, en 1894, Engels estime que le parti a atteint les dernières limites possibles de l'embourgeoisement, et que s'il continuait sur cette pente opportuniste, il se perdrait (cf. lettre à Lafargue du 22 novembre 1894).

Sur le deuxième point, Engels souligne que le moment approche où

le parti pourra se défaire de sa tactique légaliste pour passer à une tactique d'affrontement direct avec l'Etat. A propos de la critique de la formule lassallienne de la "masse réactionnaire" que formeraient toutes les autres classes face au prolétariat, Engels souligne que cette formule a le tort d'être définie comme un absolu, alors qu'il ne s'agit que d'un moment tactique. Celui où toutes les forces bourgeoises s'unifient contre le danger prolétarien. Mais avant cela, il y a une dynamique politique au sein des forces bourgeoises qui les pousse à la surenchère vis-à-vis du parti ouvrier et peut les amener à concéder des réformes etc. Ce mouvement est particulièrement étudié à propos de la France et nous aurons l'occasion d'y revenir dans le point 4.3. de ce travail dans un numéro ultérieur de la revue.

On sait que les distances historiques sont souvent plus longues que ne l'espèrent les révolutionnaires. Le moment qu'Engels prévoyait proche en 1894 mit vingt ans à venir. 1914 était effectivement le point où le parti devait se dépouiller de sa tactique légaliste et engager l'action révolutionnaire. Malheureusement le corollaire était également vrai, et ce fut aussi le moment où il se révéla brutalement que toutes les bornes de l'embourgeoisement avaient été honteusement franchies.

CONCLUSION PROVISOIRE.

A l'issue du point 4 consacré au renforcement des partis ouvriers dans les pays où se pose la tactique de la révolution pure après 1871, nous reprendrons des conclusions générales sur tous ces points, fondamentaux pour la compréhension passée et future de la tactique révolutionnaire. Nous pouvons déjà ici résumer "en vrac" quelques points qui apparaissent à la lumière de cet exemple allemand :

- Pour que le prolétariat accomplisse sa grande oeuvre d'émancipation, il faut qu'il se constitue un **parti ouvrier**.
- Par rapport à ce parti qui "naît spontanément du sol de la société moderne" (Marx) les communistes doivent intervenir pour y défendre le programme communiste et l'amener à incarner de manière toujours plus "pure" ce programme.
- Dans des circonstances où la classe ouvrière s'est révélée assez puissante pour créer son propre parti "opposé et distinct" à tous les autres partis, mais où le rapport de forces n'est pas encore favorable à la révolution, il faut travailler au renforcement patient des positions révolutionnaires en se refusant à l'aventurisme.
- Pour cela, **TOUS** les moyens sont utilisables, illégaux comme lors de la loi anti-socialiste, mais aussi légaux lorsque les circonstances le permettent (presse légale, réunions, propagande, participation aux élections, agitation parlementaire etc.)
- La garantie de la réussite de cette tactique réside dans la possibilité de ne jamais fétichiser ce légalisme mais de le considérer pour ce qu'il est : un **moyen** temporaire de renforcer et de concentrer les effectifs révolutionnaires.
- Pour cette raison, elle s'accompagne nécessairement de la **préparation révolutionnaire**, dans les corps et dans les esprits.
- Le communisme est l'art de la **prévision**. Une telle tactique s'accompagne donc d'un travail d'évaluation des forces et de la

réalité politique permettant de définir le moment où le passage à une autre tactique sera nécessaire.

- Lutter sans arrêt dans et en-dehors du parti contre toutes les expressions dévoyées, que cela soit sur le plan théorique ou sur le plan tactique/politique.

- Toujours privilégier le mouvement, la dynamique de la vie en marche aux schémas théoriques, surtout lorsque ceux-ci n'ont plus rien d'authentique mais sont le masque de l'opportunisme.

- Vérifier dans le mouvement de la classe elle-même les grandes options théoriques qui permettront, si ce mouvement est dirigé de manière révolutionnaire, de dépasser en les détruisant/englobant les forces et les expressions petites-bourgeoises que la croissance du parti ne manque pas d'attirer et de susciter.

oOo

(Le chapitre 4.2. consacré à l'Angleterre, sera publié dans la "Revue Internationale du mouvement communiste" numéro 3, à paraître en Juin 1989).

oOo

NOTES

(1) Il s'agit là d'une tendance marquée dans une fraction du milieu révolutionnaire actuel où il est de bon ton de critiquer globalement la social-démocratie en prétextant la trahison de 1914 et de lui dénier tout caractère révolutionnaire.

(2) "Il fallait les accueillir (les lassaliens NDR) avec le maximum de fraîcheur, leur témoigner la plus grande méfiance et faire dépendre la fusion de leur plus ou moins grande disposition à abandonner leurs positions sectaires et leurs idées sur l'aide de l'Etat et de leur acceptation, pour l'essentiel, du programme d'Eisenach de 1869 ou de son édition améliorée eu égard à la situation actuelle."

(Engels à Bebel 28 Mars 1875)

(3) "Après le congrès de fusion, nous publierons, Engels et moi, une brève déclaration dans laquelle nous dirons que nous n'avons absolument rien de commun avec ce programme de principes et que nous gardons nos distances vis-à-vis de lui."

(Engels à Bracke 5 mai 1875)

(4) Une troisième raison, malgré tout pas si négligeable que cela, est que Marx et Engels contrôlaient la diffusion internationale du programme. (cf. Lettre à Bracke du 11.10.1875). Ainsi Engels traduisit-il "dans un sens communiste" la version du texte destinée aux Espagnols.

(5) Essentiellement Angleterre, Etats-Unis, Allemagne dans certaines périodes.